

Arrêt

n° 243 216 du 28 octobre 2020
dans l'affaire X / VII

En cause : 1. X
 2. X
 3. X

Ayant élu domicile : au cabinet de Maître H. DOTREPPE
 Avenue de la Couronne 88
 1050 BRUXELLES

contre:

**l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, chargé de la
Simplification administrative et désormais par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la
Migration**

LA PRÉSIDENTE F.F. DE LA VI^{ème} CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 8 décembre 2014, par X, X et X, qui déclare être de nationalité camerounaise, tendant à la suspension et l'annulation de la décision d'irrecevabilité d'une demande d'autorisation de séjour, prise le 23 octobre 2014.

Vu le titre Ier bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 2 septembre 2020 convoquant les parties à l'audience du 30 septembre 2020.

Entendu, en son rapport, N. CHAUDHRY, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me A. HAEGEMAN *loco* Me H. DOTREPPE, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me M. DE SOUSA *loco* Mes D. MATRAY et C. PIRONT, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause.

1.1. Le 19 mai 2010, la mère de la requérante, alors mineure, a introduit une demande de carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union, en qualité de conjoint d'un ressortissant français. En date du 29 octobre 2010, elle a été mise en possession d'une telle carte.

1.2. Le 23 juin 2012, la requérante et son frère, tous deux mineurs, sont arrivés en Belgique, sous le couvert d'un visa de regroupement familial. En date du 2 octobre 2012, ils ont également été mis en possession d'une carte de membre de la famille d'un citoyen de l'Union.

1.3. Le 9 janvier 2013, la partie défenderesse a pris, à l'égard de la mère de la requérante, une décision mettant fin au droit de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire. Le 18 janvier 2013, la partie défenderesse a également pris, à l'égard de la requérante et de son frère, deux décisions mettant fin au droit de séjour de plus de trois mois sans ordre de quitter le territoire, ainsi que deux ordres de reconduire.

Le recours en annulation introduit à l'encontre de ces décisions a été rejeté par le Conseil de céans, aux termes de son arrêt n° 107 200 du 25 juillet 2013.

1.4. Le 9 avril 2014, la mère de la requérante a introduit, pour elle-même et ses deux enfants mineurs, une demande d'autorisation de séjour sur la base de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après : la loi du 15 décembre 1980).

Le 15 juillet 2014, la commune de Schaerbeek a pris à l'égard de la mère de la requérante une décision de non prise en considération de cette demande.

Cette décision a cependant été annulée par le Conseil de céans, aux termes de son arrêt n° 138 423 du 12 février 2015.

1.5. Le 23 octobre 2014, la partie défenderesse a déclaré irrecevable la demande visée au point 1.4. et a pris, à l'égard de la mère de la requérante, un ordre de quitter le territoire. Il s'agit des actes attaqués. Lesdites décisions, notifiées le 7 novembre 2014, sont motivées comme suit :

« MOTIFS :

- *La demande n'était pas accompagnée d'un document d'identité requis, à savoir (une copie du) le passeport international, ou un titre de voyage équivalent, ou (une copie de) la carte d'identité nationale, ni d'une motivation valable qui autorise la dispense de cette condition sur base de l'article 9bis, §1 de la loi du 15.12.1980, tel qu'inséré par l'art. 4 de la loi du 15.09.2006.*
- *En effet, le document fourni par l'intéressée à savoir une copie de son ancienne carte F valable du 29/10/2010 au 19/10/2015 et supprimée le 21/01/2013 ne constitue pas un document d'identité. Ce document est un titre de séjour délivré par les autorités belges attestant que l'intéressée est en règle par rapport à notre législation sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers. Il n'appartient pas à la Belgique de déterminer l'identité d'une personne qui n'est pas un de ces ressortissants et de délivrer un document attestant de cette identité, seules les autorités nationales dont elle relève sont compétentes en la matière. Ce document n'est en rien assimilable aux documents repns dans la circulaire du 21/06/2007 (sur ce point, la circulaire renvoie également à l'exposé des motifs commentant l'article 4 de la loi du 15/09/2006 modifiant la loi du 15/12/1980 sur l'accès, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ainsi qu'à l'article 7 de l'Arrêté royal du 17/05/2007 fixant des modalités d'exécution de la loi du 15/09/2006 modifiant la loi du 15/12/1980) ni, du reste, de nature à dispenser l'intéressée de se procurer en Belgique le document d'identité requis, comme prévu à l'article 9bis §1. A cet égard, l'on se référera à l'arrêt du Conseil du Contentieux des Etrangers numéro 50.618 en date du 29.10.2010.*
- *Notons, que rien n'empêchait l'intéressée de se procurer une carte d'identité, un passeport national ou encore un tenant lieu de passeport et à le joindre à la demande en question. L'intéressée n'indique pas qu'elle n'aurait pas pu se procurer l'un de ces documents d'identité auprès de la représentation diplomatique de son pays d'origine en Belgique ;*
- *Il s'ensuit que l'intéressée doit effectuer toutes les démarches nécessaires auprès de la représentation diplomatique de son pays d'origine en Belgique pour satisfaire à l'obligation documentaire légale inhérente à la présente demande. Et, dans le cas où ces démarches n'aboutiraient pas, il faut noter que c'est encore à l'intéressée qu'il incomberait d'étayer son argumentation (C.E, 13.07.2001,n°97.866) par des éléments pertinents.»*

1.6. Le 18 avril 2019, la requérante, désormais majeure, a introduit une demande de carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union européenne, en qualité de descendante du partenaire de sa mère, ressortissant belge.

1.7. Le 20 septembre 2019, la partie défenderesse a pris, à l'égard de la requérante, une décision de refus de séjour de plus de trois mois sans ordre de quitter le territoire. Cette décision, qui lui a été notifiée le 4 octobre 2019, est attaquée devant le Conseil, dans le recours n°239 584.

2. Questions préalables.

2.1. Dans la note d'observations, la partie défenderesse soulève l'irrecevabilité du recours s'agissant de l'enfant mineur, lequel n'est représenté que par un seul de ses parents.

Interrogée quant à ce, lors de l'audience du 30 septembre 2020, la partie requérante ne fait aucune observation.

2.2. Le Conseil rappelle que le droit belge prévoit que l'autorité parentale est régie par les articles 371 et suivants du Code civil et qu'il ressort plus particulièrement des articles 373 et 374 dudit Code que les parents exercent une autorité parentale conjointe sur les enfants qu'ils vivent ensemble ou non.

S'agissant de la représentation du mineur, le législateur a instauré une présomption "réfragable" à l'égard des tiers de bonne foi, ce qui permet à chaque parent d'agir seul, l'accord de l'autre parent étant présumé. Cette présomption ne concerne toutefois que les actes relatifs à l'autorité sur la personne (art. 373, alinéa 2) et la gestion des biens (article 376, alinéa 2), et ne concerne pas le pouvoir de représentation dans le cadre d'un acte procédural (en ce sens: C.E. 18 septembre 2006, n° 162.503; C.E. 4 décembre 2006, n°165.512; C.E. 9 mars 2009, n°191.171).

Il s'en déduit que, dans le cadre d'un recours contre un acte administratif, les parents doivent agir conjointement en qualité de représentants légaux de leur enfant sauf si l'un d'eux démontre exercer l'autorité parentale de manière exclusive, ce que la partie requérante ne soutient pas. Compte tenu de ce qui précède, il y a lieu de conclure que l'application du droit belge conduit à déclarer la requête irrecevable en tant qu'elle est introduite par la requérante en sa qualité de représentante légale de ses enfants mineurs, alors qu'elle ne justifie pas être dans les conditions pour pouvoir accomplir seule cet acte en son nom.

3. Exposé du moyen d'annulation.

3.1. La partie requérante prend un moyen unique tiré de la violation de l'article 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et des articles 9bis et 62 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, de l'article 8 de la CEDH et « du principe général de bonne administration et du contradictoire et de l'erreur manifeste d'appréciation ».

3.2. Après divers rappels jurisprudentiels et théoriques relatifs à l'article 9bis de la loi, la partie requérante rappelle les circonstances de l'arrivée de la requérante sur le territoire belge. Elle rappelle notamment qu'elle s'était vu remettre une carte F valable jusqu'au 19 octobre 2015 aux termes d'une procédure au cours de laquelle elle avait produit les documents d'identité camerounais nécessaires à son union et son regroupement familial avec son compagnon de l'époque. Elle souligne donc que l'identité de la requérante est bien connue de la partie défenderesse, au moment de la prise de décision. Elle fait référence au contenu de l'ordre de quitter le territoire notifié à la requérante pour mettre en évidence la présence de son passeport dans le dossier administratif. Elle fait, en substance, valoir que la partie défenderesse ne peut affirmer que les documents d'identité camerounais ne se trouvaient pas au dossier administratif sans commettre une erreur manifeste d'appréciation. Elle conclut également à une violation des articles 2, 3 et 62 de la loi du 15 décembre 1980.

Elle s'étonne que la partie défenderesse estime qu'une carte F délivrée par les autorités belges n'est pas un document d'identité et souligne que ce document comporte tous les éléments identitaires que l'on retrouve d'ordinaire dans une carte d'identité. Elle conclut « *la Partie Adverse en refusant de prendre en considération, sans fournir aucune explication valable, le document fourni par la requérante avec sa demande de séjour de plus de trois mois, ainsi que les documents figurant au dossier administratif de la requérante, alors que ces documents comportent tous les renseignements indispensables que l'on rencontre d'ordinaire dans les documents d'identité, viole son obligation de prudence, de bonne administration, de minutie mais viole également l'article 9 bis précité* ». Elle ajoute que « *l'on notera par ailleurs que la partie adverse était en possession de la demande depuis plus de six mois et qu'elle n'invoque aucun élément de nature à justifier qu'elle ait attendu la fin de la procédure d'asile pour répondre à cette demande, en, sorte que la partie adverse est à l'origine de la faute qu'elle*

invoque ». La partie requérante développe ensuite une argumentation tendant à démontrer le caractère déraisonnable du temps mis par la partie défenderesse à traiter la demande de la requérante. Pour étayer celle-ci, elle fait référence aux recommandations du médiateur fédéral et au principe 4 de la Charte pour une administration à l'écoute des usagers. Elle invoque « *qu'appliquant les principes ainsi posés aux circonstances de la cause, on peut suivre en l'espèce le raisonnement établi par le Conseil d'Etat, dans l'arrêt précité et estimer qu'il n'appert pas du dossier administratif produit en l'espèce ni que l'administration se serait trouvée dans l'impossibilité de traiter cette demande dans un délai de quatre mois ni que les affirmations de la partie adverse quant à l'absence de documents d'identités soient conformes au dossier administratif* ». Elle estime que la réponse de la partie défenderesse, dans un délai déraisonnable, a créé un préjudice au requérant en l'empêchant de bénéficier de la recevabilité de sa demande, en lui imposant des conditions plus difficiles et enfin en l'empêchant d'exercer ses droits de la défense.

Après diverses considérations théoriques et jurisprudentielles portant principalement sur l'obligation de motivation et sur l'article 8 de la CEDH, la partie requérante, elle fait valoir que le non-respect de cette disposition suffit à entraîner une annulation.

Au regard du devoir de minutie et de prudence notamment, la partie requérante fait grief à la partie défenderesse de ne pas avoir invité directement et personnellement la requérante à produire la preuve que « *l'ambassade de Guinée à Bruxelles ne pouvait pas délivrer de « tenant lieu de passeport* » (sic), laquelle attestation aurait été, selon elle, suffisante pour justifier l'impossibilité de se procurer une preuve d'identité en Belgique.

4. Discussion.

4.1. Le Conseil rappelle que l'article 9bis de la loi précitée du 15 décembre 1980 règle les modalités afférentes aux demandes de séjour de plus de trois mois qui sont introduites dans le Royaume, parmi lesquelles figure l'obligation, pour l'étranger qui souhaite introduire une telle demande, de disposer d'un document d'identité.

Les travaux préparatoires de la loi du 15 septembre 2006 ayant introduit cette disposition dans la loi précitée du 15 décembre 1980, précisent à ce titre ce qu'il y a lieu d'entendre par «document d'identité». Il est ainsi clairement indiqué qu'un document d'identité, c'est-à-dire un passeport ou un titre de voyage équivalent, est indispensable : la demande d'autorisation de séjour ne pouvant être que déclarée irrecevable si l'identité d'une personne est incertaine.

La Circulaire du 21 juin 2007 relative aux modifications intervenues dans la réglementation en matière de séjour des étrangers suite à l'entrée en vigueur de la loi du 15 septembre 2006 fait correctement écho à l'exposé des motifs susmentionné en indiquant que les documents d'identité requis acceptés sont une copie d'un passeport international, d'un titre de voyage équivalent, ou de la carte d'identité nationale.

L'article 9bis de la loi précitée du 15 décembre 1980 a cependant prévu deux exceptions à la condition relative à la production d'un document d'identité et dispose ainsi que la condition que l'étranger dispose d'un document d'identité n'est pas d'application au demandeur d'asile dont la demande d'asile n'a pas fait l'objet d'une décision définitive ou qui a introduit un recours en cassation administrative déclaré admissible conformément à l'article 20 des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, et ce jusqu'au moment où le recours est déclaré non admissible, et à l'étranger qui démontre valablement son impossibilité de se procurer en Belgique le document d'identité requis.

Le Conseil rappelle enfin qu'il est compétent pour exercer un contrôle de la légalité de la décision administrative attaquée et il ne lui appartient nullement de se prononcer sur l'opportunité de décisions qui relèvent du pouvoir discrétionnaire du Ministre compétent. Par ailleurs, le contrôle de légalité que le Conseil exerce doit se limiter à vérifier si l'autorité administrative qui a pris la décision attaquée n'a pas tenu pour établis des faits qui ne ressortent pas du dossier administratif et si elle n'a pas donné desdits faits, dans la motivation tant matérielle que formelle de sa décision, une interprétation qui procède d'une erreur manifeste d'appréciation.

4.2. En l'espèce, le Conseil observe que le requérant a introduit une demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois sur la base de l'article 9bis de la loi précitée du 15 décembre 1980 (visée au point 1.4) et a joint, à l'appui de celle-ci, une copie d'une carte F valable du 29 octobre 2010 au 19 octobre 2015, laquelle avait été supprimée le 21 janvier 2013 suite à la décision de fin de séjour prise le 9 janvier 2013.

Or, le Conseil constate que la partie défenderesse a clairement expliqué, dans sa motivation, les raisons pour lesquelles elle considère que la carte F déposée n'était pas assimilable aux documents légalement requis ou de nature à dispenser l'intéressée de se procurer en Belgique ceux-ci. Ainsi, elle relève à bon

droit que : « [...] son ancienne carte F [...] ne constitue pas un document d'identité. Ce document est un titre de séjour délivré par les autorités belges attestant que l'intéressée est en règle par rapport à notre législation sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers. Il n'appartient pas à la Belgique de déterminer l'identité d'une personne qui n'est pas un de ces ressortissants et de délivrer un document attestant de cette identité, seules les autorités nationales dont elle relève sont compétentes en la matière. Ce document n'est en rien assimilable aux documents repris dans la circulaire du 21/06/2007 (sur ce point, la circulaire renvoie également à l'exposé des motifs commentant l'article 4 de la loi du 15/09/2006 modifiant la loi du 15/12/1980 sur l'accès, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ainsi qu'à l'article 7 de l'Arrêté royal du 17/05/2007 fixant des modalités d'exécution de la loi du 15/09/2006 modifiant la loi du 15/12/1980) ni, du reste, de nature à dispenser l'intéressée de se procurer en Belgique le document d'identité requis, comme prévu à l'article 9bis §1. A cet égard, l'on se référera à l'arrêt du Conseil du Contentieux des Etrangers numéro 50.618 en date du 29.10.2010 ». Le Conseil constate que ce motif, qui se vérifie au dossier administratif, n'est pas valablement contesté en termes de recours.

4.3.1. En effet, en ce que la partie requérante prétend ne pas pouvoir comprendre l'exigence d'un document d'identité, outre qu'il renvoie à l'extrait reproduit ci-dessus, le Conseil renvoie également aux développements théoriques tenus au point 4.1.

Quant à l'argument selon lequel la partie défenderesse disposait bien des documents d'identité camerounais de la requérante puisqu'ils ont été fournis lors de la procédure au terme de laquelle elle avait été mise en possession d'une carte F, le Conseil souligne que la condition de disposer d'un document d'identité et de produire celui-ci est une condition de recevabilité formelle d'une demande d'autorisation de séjour et que la circonstance que le dossier administratif du requérant contienne déjà ce document introduit dans le cadre d'une demande antérieure n'est pas de nature à dispenser le requérant des conditions fixées par l'article 9bis (voy. C.E. du 12 mai 2016, n° 234.717). Le Conseil souligne aussi que le fait que l'identité de la partie requérante n'aurait pas été remise en cause dans le cadre d'une autre demande d'autorisation de séjour antérieure, n'est pas de nature à dispenser la partie requérante de remplir les conditions fixées à l'article 9bis de la loi, et, au surplus, ne rentre pas davantage dans les exceptions que cette disposition prévoit quant à la production d'un document d'identité. Enfin, le Conseil rappelle que c'est à l'étranger, qui a introduit une demande d'autorisation de séjour, de faire valoir les éléments qu'il juge utile, tandis que l'administration n'est, quant à elle, pas tenue d'engager avec l'intéressé un débat à cet égard, dès lors que les obligations qui lui incombent en la matière doivent s'interpréter de manière raisonnable, sous peine de la placer dans l'impossibilité de donner suite dans un délai admissible aux nombreuses demandes dont elle est saisie (voir, notamment, C.E., 7 août 2002, n°109.684 et C.C.E., 18 avril 2008, n° 10.156 et n° 27 mai 2009, n°27 888).

A titre surabondant, en ce que la partie requérante tente de se prévaloir de la motivation de l'ordre de quitter le territoire pour en inférer que la partie défenderesse était en possession du passeport de la requérante, le Conseil observe que celui-ci est motivé en droit sur l'article 7, alinéa 1^{er}, 2° et en fait sur le constat que la requérante « *avait une carte F valable jusqu'au 21/01/2013 puis une annexe 35 valable du 18/06/2016 zu 18/11/2013 et a dépassé le délai* ».

Il résulte de l'ensemble de ce qui précède que la partie requérante ne peut être suivie lorsqu'elle reproche à la partie défenderesse d'avoir refusé de prendre en considération la carte F produite sans fournir aucune explication valable et de violer les dispositions relatives à l'obligation de motivation lui incombant. Elle ne démontre pas plus l'existence d'une erreur manifeste d'appréciation dans le chef de la partie défenderesse, la partie requérante se limitant à affirmer que la carte F comporterait toutes les mentions nécessaires sans rencontrer concrètement le motif de la décision attaquée relevant que « *Ce document est un titre de séjour délivré par les autorités belges attestant que l'intéressée est en règle par rapport à notre législation sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers. Il n'appartient pas à la Belgique de déterminer l'identité d'une personne qui n'est pas un de ces ressortissants et de délivrer un document attestant de cette identité, seules les autorités nationales dont elle relève sont compétentes en la matière* ».

4.3.2. S'agissant des griefs de la partie requérante relatifs au délai de traitement qui aurait préjudicié le requérant, le Conseil ne peut que rappeler que le Conseil rappelle que l'écoulement d'un délai, même déraisonnable, dans le traitement d'un dossier n'a pas pour effet d'entraîner la naissance d'un quelconque droit au séjour. A supposer même que l'écoulement du temps décrit par la partie requérante puisse être qualifié de retard et que ce retard puisse être jugé constitutif d'une faute dans le chef de la partie défenderesse, il n'entrerait toutefois pas dans la compétence du juge de l'excès de pouvoir de lui reconnaître ce caractère ni de décider de quelle façon le préjudice causé par cette faute devrait être prévenu ou réparé.

En outre, l'allégation selon laquelle la partie défenderesse aurait attendu la fin de la procédure d'asile manque en fait dès lors qu'il ne ressort pas du dossier administratif (pas plus que de l'exposé des faits du recours) que la requérante aurait introduit une demande de protection internationale. Il en est donc de même s'agissant de l'argument selon lequel le retard pris aurait préjudicié la requérante, laquelle se serait vue imposer des conditions de recevabilité plus strictes.

En tout état de cause, le Conseil relève, avec la partie défenderesse dans sa note d'observations, que la partie requérante disposait de la possibilité de mettre en demeure l'administration de prendre une décision, ce qu'elle n'a pas jugé bon de faire.

Enfin, en ce que la partie requérante reproche à la partie défenderesse de ne pas avoir invité la requérante à produire la preuve que « *l'ambassade de Guinée à Bruxelles ne pouvait pas délivrer de « tenant lieu de passeport* » (sic), le Conseil rappelle, une fois encore, qu'il n'appartient pas à celle-ci d'interpeller *ex nihilo* la partie requérante avant de prendre sa décision (dans le même sens : CCE, arrêt n° 44 129 du 28 mai 2010 et, dans la même affaire, CE, arrêt n° 210.646 du 24 janvier 2011). C'est au demandeur qui se prévaut d'une situation susceptible d'avoir une influence sur l'examen de sa situation administrative qu'il incombe d'en informer l'administration.

4.3.3. Par ailleurs, le Conseil relève encore que, dans la demande d'autorisation de séjour visée au point 1.4., la partie requérante ne prétendait nullement n'avoir pu se procurer une carte d'identité, un passeport national ou un document en tenant lieu, auprès de la représentation diplomatique de son pays d'origine en Belgique. A cet égard, force est de constater que le motif relevant « *Notons, que rien n'empêchait l'intéressée de se procurer une carte d'identité, un passeport national ou encore un tenant lieu de passeport et à le joindre à la demande en question. L'intéressée n'indique pas qu'elle n'aurait pas pu se procurer l'un de ces documents d'identité auprès de la représentation diplomatique de son pays d'origine en Belgique ;* » et celui indiquant « *Il s'ensuit que l'intéressée doit effectuer toutes les démarches nécessaires auprès de la représentation diplomatique de son pays d'origine en Belgique pour satisfaire à l'obligation documentaire légale inhérente à la présente demande. Et, dans le cas où ces démarches n'aboutiraient pas, il faut noter que c'est encore à l'intéressée qu'il incomberait d'étayer son argumentation (C.E., 13.07.2001, n°97.866) par des éléments pertinents* », ne sont pas critiqués en termes de recours et doivent dès lors être considérés comme établis.

4.3.4. Partant, la première décision attaquée est valablement et suffisamment motivée et les devoirs de minutie et de prudence n'ont nullement été méconnus.

4.4. S'agissant de l'argumentation tirée du respect de l'article 8 de la CEDH - dont la violation, au demeurant, est soulevée sans aucune argumentation concrète et spécifique au cas d'espèce, la partie requérante se limitant, en substance, à des considérations théoriques et générales-, le Conseil rappelle, d'emblée, que cette disposition n'impose, en elle-même, aucune motivation. Ensuite, le Conseil rappelle que lorsqu'il s'agit d'une situation de première admission, comme en l'espèce, la Cour EDH considère qu'il n'y a pas d'ingérence et il n'est pas procédé à un examen sur la base du deuxième paragraphe de l'article 8 de la CEDH, mais qu'il convient néanmoins d'examiner si l'Etat est tenu à une obligation positive d'autoriser l'étranger concerné à entrer ou rester sur son territoire afin de lui permettre d'y maintenir et d'y développer son droit à la vie privée et/ou familiale (Cour EDH 28 novembre 1996, Ahmut/Pays-Bas, § 63; Cour EDH 31 janvier 2006, Rodrigues Da Silva et Hoogkamer/Pays-Bas, § 38 ; Cour EDH 3 octobre 2014, Jeunesse/Pays-Bas (GC), § 105).

In casu, le Conseil constate que, dans la note de synthèse rédigée avant la prise des actes attaqués, la partie défenderesse n'a pas manqué de s'interroger sur le respect de l'article 8 de la CEDH. Elle a pu, cependant, valablement estimer que les enfants de la requérante suivaient, en toutes hypothèses, la situation de cette dernière.

4.5. Quant à l'ordre de quitter le territoire pris à l'égard de la partie requérante, qui apparaît clairement comme l'accessoire du premier acte attaqué et qui constitue le second acte attaqué par le présent recours, le Conseil observe que la partie requérante n'expose ni ne développe aucun moyen spécifique à son encontre. Aussi, dès lors qu'il n'a pas été fait droit à l'argumentation développée par celle-ci à l'égard du premier acte attaqué et que, la motivation du second acte attaqué n'est pas contestée en tant que telle, le Conseil n'aperçoit aucun motif susceptible de justifier qu'il puisse procéder à l'annulation de cet acte.

4.6. Il résulte de l'ensemble de ce qui précède que le moyen unique invoqué n'est pas fondé.

5. Débats succincts

5.1. Les débats succincts suffisant à constater que la requête en annulation ne peut pas être accueillie, il convient d'appliquer l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

5.2. La requête en annulation étant rejetée par le présent arrêt, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article unique.

La requête en suspension et en annulation est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-huit octobre deux mille vingt par :

Mme N. CHAUDHRY, présidente f.f., juge au contentieux des étrangers,

M. A.D. NYEMECK, greffier.

Le greffier, La présidente,

A.D. NYEMECK

N. CHAUDHRY